



FOURNITURE ET DISTRIBUTION DE REPAS PRÉPARÉS EN LIAISON FROIDE ET NETTOYAGE DES LOCAUX DE RESTAURATION SCOLAIRE

PROCÉDURE ADAPTÉE

MARCHÉ N°202501

Règlement de consultation (R.C)

**Date limite de réception des offres : Avant le
Mardi 22 avril 2025 à 16 heures**

Pouvoir adjudicateur :

Commune de Plailly
15, rue de Paris
60128 PLAILLY
Tél : 03.44.54.30.21
Courriel : mairie@plailly.fr
SIRET :216 004 887 00040

Sommaire :

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de la consultation

1.2 Forme du marché

1.3 Lieu de livraison

1.4 Allotissement

1.5 Pièces constitutives du dossier de consultation

1.6 Nomenclature communautaire

ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Durée du marché

2.2 Variantes et options

2.3 Délai de validité des offres

2.4 Visites

2.5 Modification de détail du dossier de consultation

ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER A REMETTRE PAR LE CANDIDAT :

3.1 Présentation des candidatures

3.2 Présentation des offres

ARTICLE 4 – CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES

ARTICLE 5 – CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

ARTICLE 6 – MODALITES DE RETRAIT ET DE RECEPTION DES OFFRES

ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

ARTICLE 8 – PROCEDURES DE RECOURS

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la confection et la livraison de repas en liaison froide destinés à la restauration scolaire, périscolaire, extrascolaire, au personnel enseignant au personnel communal, ainsi que le nettoyage des locaux de restauration scolaire de la Commune de Plailly.

1.2 Forme du marché

Le marché porte principalement sur des prestations pour la restauration scolaire et correspond ainsi aux marchés publics de services sociaux et autres services spécifiques visés par l'article R.2123-1-3° du Code de la commande publique.

La procédure de passation utilisée est le marché à procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1, R. 2123-1 à R. 2123-7 du Code de la commande publique. L'accord-cadre sans minimum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Conformément à l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique, le présent marché est régi par les règles des accords-cadres exécutés à bons de commande avec un montant maximum de 390 000 € HT.

1.3 Lieu de livraison

Le lieu de livraison des repas se fait au restaurant scolaire, situé ruelle des Ecoles à Plailly.

1.4 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-11-2° du Code de la commande publique, la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. Ainsi, le marché comprend un lot unique conformément aux dispositions des articles R. 2113-1 à R. 2113-3 du Code de la commande publique. L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.5 Pièces constitutives du dossier de consultation

Le dossier de consultation se compose des pièces suivantes :

- **Le présent Règlement de la Consultation (R.C.) ;**
- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ;**

- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) ;**
- **L'Acte d'Engagement (A.E) et ses éventuelles annexes ;**
- **Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) -Tableau à compléter ;**
- **Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) -Tableau à compléter- ;**

1.6 Nomenclature communautaire

Les classifications principales conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

55523100-3 (Services de restauration scolaire)

55510000 (Services de cantine)

90919000-6 (Services de nettoyage et d'hygiène)

ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de 2 ans à compter du 1er septembre 2025, renouvelable tacitement à date anniversaire et au maximum 1 fois.

Ainsi, le marché pourra durer jusqu'à 3 ans et s'achèvera au plus tard le 31 août 2028.

La reconduction prévue dans le marché est tacite et le Titulaire ne peut s'y opposer.

La décision de ne pas renouveler le marché est notifiée au Titulaire au plus tard le 31 mai de chaque année pour l'année suivante.

Les délais d'exécution sont fixés dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P).

2.2 Variantes et options

Sans objet

2.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de remise des offres

2.4 Visites

Les candidats devront convenir d'un rendez-vous en mairie au 15 rue de Paris 60128 Plailly pour une visite des locaux de restauration scolaire de la Commune.

Un certificat de visite sera délivré au terme de la journée de visite.

Il sera intégré à la remise de l'offre.

2.5 Modification de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications doivent être reçues par les candidats au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 3 – PRESENTATION DES OFFRES : CONTENU DU DOSSIER A REMETTRE PAR LE CANDIDAT

Les candidats sont obligés de transmettre, par voie électronique, leurs plis par la plateforme « marchés publics sécurisés » <https://www.marches-securises.fr/adico>

La transmission des documents sur un support physique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

3.1 Présentation des candidatures

Conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les renseignements ou documents justificatifs listés ci-dessous, dès lors que la personne publique a la possibilité de les obtenir directement et gratuitement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'information administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Dans ce cas, le candidat fournit l'ensemble des informations nécessaires à la consultation de ces outils numériques (adresse, identifiant, mot de passe, etc.).

Le DC1 et le jugement de redressement judiciaire ne sont toutefois pas concernés par la disposition ci-dessus.

La candidature de l'entreprise remise au pouvoir adjudicateur devra contenir les pièces suivantes :

DC1 - Lettre de candidature (dernière version en vigueur) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat.

Une déclaration sur l'honneur datée et signée valant engagement sur l'honneur des articles L2141-1 à L2141-5 et de l'article R2143-3 du code de la commande publique.

DC2 (dernière version en vigueur) et des justificatifs de la capacité **économique et financière** des candidats à exécuter les prestations au titre de la rubrique F du DC2

Des justificatifs de la **capacité professionnelle et technique** des candidats à exécuter les prestations (Rubrique G du DC2)

L'extrait de K-bis datant de moins de trois mois

La déclaration concernant le chiffre d'affaires global au cours des trois derniers exercices disponibles et la part relative aux prestations objets du marché.

Le candidat en redressement judiciaire devra produire copie du ou des jugements prononcés à cet effet

La description des moyens humains, du matériel, de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marché de même nature.

Les références à savoir, une liste des principales prestations portant sur des projets identiques semblables ou équivalents réalisés, seront fournies. Elles seront détaillées.

Des attestations comportant le montant, la date et le destinataire des entreprises privées ou des entités publiques concernées seront jointes à l'appui des références citées.

- **Attestation d'assurance** pour les risques professionnels étendus à l'objet du marché en cours de validité et de responsabilité civile
- Les documents ou attestations figurant à l'article R3324-4 du Code du Travail
- L'attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L. 341-6, L.12s-1 et L.12S-3 du Code du Travail

Si le candidat est une société de création récente (société de moins de 3 ans d'existence), il peut fournir, en lieu et place de la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché réalisés au cours des trois derniers exercices, tout autre document considéré comme équivalent (déclaration appropriée de banque, attestation comptable relative à l'état financier de l'entreprise depuis sa création...). Il peut également fournir la liste des éventuelles prestations en cours précisant, pour chacune d'entre elles, le montant et la nature des prestations afin de palier à l'absence de certificats de capacité

Si des pièces ou informations dont la présentation est réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Le marché ne sera attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise sous 8 jours, après en avoir été averti par écrit, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents.

3.2 Présentation des offres

L'offre du candidat doit être composée des éléments suivants :

1. L'AE dûment complété, daté et signé et le RIB accompagnant ;
2. Acceptation du CCAP et du CCTP datée et signée sans réserve
3. Le BPU complété avec les prix complétés, datés et signés ;
4. Le DQE dûment complété, daté et signé ;
5. Un mémoire technique proposé par le candidat afin de répondre aux exigences spécifiques d'un marché de restauration de scolaire en liaison froide et de mise à disposition du personnel corrélé au nettoyage de la cantine.

L'objectif est de présenter de manière factuelle les futurs engagements contractuels. Il convient donc de faire une présentation synthétique, précise et technique, en évitant, toute approche trop rédactionnelle et commerciale. Une présentation sous forme de tableaux de synthèse précisant les engagements est à privilégier.

ARTICLE 4 – CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES

Les candidatures sont jugées sur les capacités professionnelles techniques et financières.

ARTICLE 5 – CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés en fonction des critères détaillés de la valeur technique, le prix et la valeur environnementale selon la répartition suivante :

CRITERES	PONDERATION
VALEUR TECHNIQUE	60%
Qualité de l'offre alimentaire (Qualité des matières premières utilisées, provenance, valeur environnementale, diversité des plats proposés, respect du cahier des charges, des normes ...)	30%
Qualité des moyens techniques et humains mis en œuvre pour l'exécution de la prestation (Fourniture de repas et nettoyage des locaux) : Fabrication, livraison, prise de commande, adaptation, alternative si problème matériel, traitement des déchets, formation du personnel ...	30%
VALEUR FINANCIERE	40%
Valeur économique transmise au BPU	

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Echantillons

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats fourniront des échantillons de repas sous la forme de menus complets à l'identique d'un repas servi aux enfants pour 3 personnes

- En entrée au choix
- Plat principal : viande et garniture
- Fromage : une part de fromage au choix,
- Dessert au choix

Ils devront être livrés à Plailly selon un calendrier restant à définir.

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur utilisera son profil d'acheteur pour communiquer par écrit avec eux l'envoi des réponses aux questions, les informations sur les éventuelles modifications du DCE, les éventuelles demandes de compléments de candidatures, l'envoi des courriers aux sociétés non retenues etc.

Des courriels pourront donc être adressés aux candidats en provenance de l'adresse de messagerie www.marches-securises.fr/adico. Les candidats devront donc fournir un courriel valide pour toute la durée de l'accord cadre.

ATTENTION : Les candidats ayant retiré le dossier de consultation de manière anonyme ne pourront être destinataires des modifications de dossier. Il leur appartiendra de vérifier eux-mêmes, sur le profil d'acheteur de la commune, si le dossier a fait l'objet de modification.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et les prix seront indiqués en euros.

Il est rappelé que le signataire doit être habilité à engager la Société.

ARTICLE 6 – MODALITES DE RETRAIT ET DE RECEPTION DES OFFRES

Conditions d'obtention du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur met à disposition gratuitement le dossier de consultation qui est téléchargeable par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation suivante :

<https://www.marches-securises.fr/adico>

ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les échanges se feront exclusivement par le biais de la plateforme dématérialisée du profil acheteur : <https://www.marches-securises.fr/adico> Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir une demande écrite via les « questions/réponses » du profil acheteur de la collectivité.

Aucune question ne pourra être posée dans les trois (3) jours qui précèdent la date limite de réception des offres.

Les candidats sont invités à débuter leur dépôt effectif au minimum 24 heures avant l'expiration de l'heure limite de remise des offres.

Les offres doivent être remises au plus tard à la date indiquée en page de garde du présent règlement de consultation, sur la plate-forme, à savoir avant le mardi 22 avril 2025 16h00.

ARTICLE 8 – PROCEDURES DE RECOURS

Tribunal administratif d'Amiens
14, rue Lemerchier
CS 81114
80011 Amiens Cedex 01
Téléphone : 03 22 33 61 70
Télécopie : 03 22 33 61 71
Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Annexe 1 du présent Règlement de la consultation

Depuis l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, les soumissionnaires n'ont plus l'obligation de s'identifier pour télécharger le DCE. Ainsi, avec le pouvoir de télécharger le DCE, les soumissionnaires doivent choisir le mode de téléchargement souhaité :

➤ Téléchargement en mode anonyme

Pour cela, ils doivent accepter les conditions générales d'utilisation de la plate-forme. Ils sont avertis qu'ils ne seront pas tenus informés en cas de modification de la consultation et de réponses aux candidats apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées durant la période de publicité.

➤ Téléchargement en mode identifié (recommandé)

Pour cela, ils doivent accepter les conditions générales d'utilisation de la plate-forme. Ils doivent renseigner le registre des retraits électroniques. Ils sont avertis qu'ils seront tenus informés en cas de modification de la consultation et de réponses aux candidats apportés par le pouvoir adjudicateur aux questions posées durant la période de publicité.

Les personnes téléchargeant le DCE en mode identifié seront particulièrement attentives à bien renseigner le champ « courriel » dans la mesure où cette adresse sera celle utilisée par le pouvoir adjudicateur pour informer des éventuelles modifications du DCE et des réponses aux questions des candidats en cours de publicité. La validité de cette adresse électronique déclarée est de la responsabilité du soumissionnaire.